

Cahier des clauses particulières (CCP)

Prestations juridiques – 3 lots

Article 1. Objet de l'accord-cadre.....	3
Article 2. Technique d'achat.....	3
Article 3. Procédure de passation.....	3
Article 4. Documents contractuels.....	3
Article 5. Conduite des prestations par des personnes nommément désignées.....	4
Article 6. Durée de l'accord-cadre.....	4
Article 7. Emission des bons de commandes.....	4
Article 8. Protection des données personnelles.....	5
Article 9. Confidentialité.....	6
Article 10. Description des prestations.....	6
10.1. Généralités.....	6
10.2. Dispositions particulières à chaque lot.....	7
Article 11. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....	8
11.1. Election de domicile.....	8
11.2. Lieux d'exécution.....	8
11.3. Délais d'exécution.....	8
11.4. Définition des livrables attendus.....	9
11.5. Condition d'exécution de l'accord-cadre.....	9
11.6. Opérations de vérifications et décisions après vérifications.....	9
11.7. Obligations de la CNSA.....	10
11.8. Obligations diverses.....	10
11.9. Etat des dossiers en cours.....	10
Article 12. Pénalités de retard.....	11
Article 13. Clause de réexamen.....	11
Article 14. Prix.....	11
Article 15. Avance.....	12
Article 16. Modalités de facturation et de paiement.....	12
16.1. Facturation.....	12
16.2. Paiement.....	13
16.3. Retard de paiement.....	13
Article 17. Nantissement.....	13
Article 18. Modification relative au titulaire.....	14
18.1. Changement de dénomination sociale du titulaire.....	14
18.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord.....	14
Article 19. Sous-traitance.....	14
Article 20. Résiliation et exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.....	14
Article 21. Obligations fiscales et sociales.....	15
Article 22. Marchés pour des prestations similaires avec le titulaire.....	16
Article 23. Assurance.....	16
Article 24. Règlement des litiges - Loi applicable.....	16
Article 25. Clauses environnementales et sociales.....	16

Article 1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'exécution de prestations d'assistance juridique pour le compte de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

Les prestations sont réparties en 3 lots faisant chacun l'objet d'un accord-cadre distinct, comme suit :

Lot 1 : Conseil juridique en droit public des affaires, droit de la fonction publique et droit public général ;

Lot 2 : Conseil juridique en droit du travail et de la sécurité sociale ;

Lot 3 : Conseil juridique pour les missions de la branche autonomie de la sécurité sociale

Article 2. Technique d'achat

Pour chaque lot, il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire.

Le présent accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions des articles R 2162-1,3, 4, 5, 6 et R 2162-13 et 14 du code de la commande publique.

Les lots de l'accord-cadre sont sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de :

- Lot 1 : 50 000 euros HT
- Lot 2 : 30 000 euros HT
- Lot 3 : 120 000 euros HT

Article 3. Procédure de passation

La procédure de passation est une procédure adaptée, en application des articles R. 2123-1 à R. 2123-2 du code de la commande publique.

Article 4. Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- 1) l'acte d'engagement daté et signé par le titulaire, un par lot,
- 2) le bordereau des prix unitaires (BPU), annexe de l'acte d'engagement, un par lot,
- 3) le présent cahier des clauses particulières (ci-après le « CCP ») dont seul fait foi l'exemplaire conservé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (ci-après la « CNSA ») dans ses archives ;
- 4) le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (ci-après le « CCAG PI »), commun à tous les lots,
- 5) le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« règlement européen sur la protection des données ») ;
- 6) l'offre technique du titulaire de chaque lot ;

7) Les bons de commandes de chaque lot ;

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés par la CNSA et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions de l'accord-cadre ne sont pas opposables à la CNSA.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre sans accord préalable et exprès de la CNSA.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG PI du présent CCP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG.

En cas de contradictions entre les clauses du CCAG PI et celles du présent CCP, les clauses du CCP seront prioritaires.

Article 5. Conduite des prestations par des personnes nommément désignées

Le titulaire désigne nommément dans son offre des intervenants en charge de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Dans le cas où ces personnes ne sont plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, la CNSA et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à la CNSA un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de cet avis par dérogation à l'art. 3.4.3 du CCAG PI ;

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par la CNSA, si celle-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée. Si la CNSA récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'une semaine pour proposer un autre remplaçant par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI ;

La décision de récusation prise par la CNSA est motivée.

Les avis, propositions et décisions de la CNSA sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG PI.

Article 6. Durée de l'accord-cadre

Chaque lot est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement par période d'un an sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder quatre années.

Article 7. Emission des bons de commandes

Le présent accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commandes. La date d'émission d'un bon de commande ne peut avoir pour effet de prolonger la durée d'exécution de l'accord-cadre au-delà d'une durée de trois mois après sa date de fin de validité.

Pour chaque lot, les bons de commande sont établis sur la base des prix figurant sur le bordereau de prix unitaires. Ils précisent :

- l'intitulé de l'accord-cadre ;
- le numéro de l'accord-cadre ;

- le numéro du lot,
- le numéro d'engagement (ou numéro de commande) figurant sur le bon de commande ;
- la désignation de la prestation à réaliser ;
- les quantités ;
- le délai d'exécution ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- les précisions utiles à l'exécution de la commande, le cas échéant.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le directeur de la CNSA ou son représentant dûment habilité. Les bons de commande sont transmis par courriel.

Délai d'exécution

Le délai d'exécution commence à courir dès la réception par le titulaire du courriel de la CNSA.

Article 8. Protection des données personnelles

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En complément à l'article 5.2 du CCAG PI et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après « RGPD » ;
- La Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Le Décret n°2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 susmentionnée.

Le titulaire de chaque lot s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du présent accord-cadre.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles liées à la mise en œuvre du présent accord-cadre. La responsabilité du sous-traitant éventuel est limitée à une obligation de moyen concernant l'efficacité de ces mesures.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre.
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de l'accord-cadre, à ne pas faire de copie ni utiliser des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de la prestation de maintenance ; à ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales; et en fin d'accord-cadre.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent CCP :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

Article 9. Confidentialité

Pour chaque lot, le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement de la CNSA, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître exceptés tous documents ou éléments rendus publics.

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Le Titulaire garantit à la CNSA le respect de la législation et des règles déontologiques applicables à sa profession, notamment en ce qui concerne le secret professionnel, et s'interdit d'être le conseil, le défenseur ou le représentant d'une autre partie s'il existe dans une même affaire un conflit avec les intérêts de la CNSA.

Il ne pourra conserver ni accepter aucune prestation de consultation ou d'assistance juridique, ni aucun mandat juridictionnel ou autre, pour le compte de tiers qui le mettrait en position de conflit d'intérêts avec la CNSA dans le domaine objet de l'accord-cadre.

Le Titulaire engage sa responsabilité dans l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Article 10. Description des prestations

10.1. Généralités

Pour chaque lot, une réunion de prise de contact pourra avoir lieu, à titre gracieux, réunissant le Titulaire de l'accord-cadre et le Représentant de la CNSA, si ces derniers en font la demande.

Est entendue par assistance juridique, la production de conseils, d'analyse de préconisations juridiques sur une problématique de fond, un dossier ponctuel, un montage juridique ou la participation sur tout dossier ayant pour objet un enjeu juridique, par la production de préconisations juridiques et par le concours à des réunions de travail, ainsi qu'éventuellement la préparation de celles-ci. Elle comprend également la rédaction d'actes ou de modèles d'actes.

L'assistance inclue l'analyse de la problématique juridique et de son contexte, l'étude des documents transmis par la CNSA à l'appui de sa commande, les recherches de textes législatifs et réglementaires, de doctrine et de jurisprudence actualisées, la rédaction de notes écrites, la préparation et/ou participation à toute réunion de travail utile, ainsi qu'une disponibilité certaine par téléphone et échanges de courriels.

L'accord-cadre ne porte pas sur les prestations juridiques couvertes pour les dossiers déjà en cours d'étude à la date de notification du présent accord-cadre.

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par courriel. Les documents d'étude et pièces du dossier peuvent être joints aux bons de commande ou faire l'objet d'un envoi séparé.

En cas de commande urgente, celle-ci pourra se faire par téléphone puis confirmée par voie expresse.

Le Titulaire est amené, sur demande, à produire des avis, notes et études sur l'application et l'interprétation de textes juridiques ou sur la régularité juridique d'actes ou de projets établis par la CNSA.

Le Titulaire apporte son concours à l'élaboration d'actes ou dans la mise en œuvre de procédures. Il répond toutes les fois qu'il est sollicité pour participer aux réunions organisées par la CNSA.

10.2. Dispositions particulières à chaque lot

Il est attendu pour toute question relevant du périmètre de ces trois lots une assistance juridique complète à savoir des conseils juridiques sur toute question technique précise relevant du périmètre des lots.

Le titulaire pourra assurer la rédaction de notes juridiques précises ou conclusions en réponse.

Lot 1 : Conseil juridique en droit public des affaires, droit de la fonction publique et droit public général

Assistance juridique illustrées notamment par des réponses techniques, rédaction ou validation de documents ou clauses et consultations. Au titre du lot sont traités, principalement, le droit des contrats publics notamment les marchés publics, les subventions ainsi que d'autres matières relatives au droit public général : droit administratif général, droit de la responsabilité administrative, droit fiscal, droit des finances publiques.

Ce lot est pris en charge par le secrétariat général (SG) de la CNSA.

Lot 2 : Conseil juridique en droit du travail et de la sécurité sociale

Il est attendu pour toute question relevant du périmètre de ce lot une assistance juridique à savoir des réponses techniques, la rédaction ou validation de documents ou clauses et consultations.

L'une de ses particularités, résultant de la loi fondatrice de la CNSA est de pouvoir recruter du personnel de droit public et du personnel de droit privé. Cette double population appelle l'application de règles différentes. Le non-respect de certaines est sanctionné au pénal.

Aussi, la CNSA souhaite que le Titulaire de ce lot l'assiste à identifier l'ensemble des obligations légales qui s'appliquent à sa situation particulière d'établissement public employant à la fois des agents soumis au droit public et des salariés de droit privé et s'assurer, par conséquent, de la conformité de sa situation avec les obligations qui découlent de cette composition atypique.

Ce lot est pris en charge par le Pôle pilotage et accompagnement des Ressources humaines du SG de la CNSA.

Lot 3 : Conseil juridique pour les missions de la branche autonomie de la sécurité sociale

Les missions de la branche autonomie nécessitent des conseils juridiques en droit applicable dans le champ du handicap, de l'autonomie, en droit de la tarification et des autorisations applicables aux établissements et services médico-sociaux (ESMS) mais aussi de l'assistance juridique dans la réglementation des systèmes d'information et également l'ingénierie de montage financier.

La CNSA souhaite que le titulaire de ce lot l'assiste pour identifier :

- L'ensemble des obligations légales qui s'appliquent aux MDPH (maisons départementales des personnes handicapées).

Les prestations portent sur du conseil, sur de l'appui aux MDPH pour le contentieux, les règles d'organisation internes aux MDPH, les droits et prestations attribuables par les commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), et les relations avec les usagers.

- L'ensemble des obligations légales dans le champ de l'autonomie mis en œuvre par les équipes médico-sociales des départements en charge de l'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).
- Droit de la tarification et des autorisations applicable aux établissements et services médico-sociaux (ESMS)

Par exemples :

- Vérification que les modèles de décision tarifaires utilisés dans le logiciel HAPI respectent la réglementation, notamment lors des évolutions de ces décisions (exemple montant des dotations versées au titre des amendements Creton).
- Réponses à des demandes spécifiques sur le statut de certains établissements (dispositifs expérimentaux etc...) et de la réglementation s'appliquant à ces établissements en termes de tarification...
- Demandes d'expertises sur la possibilité de versement dans l'open data de données issues des données financières et comptables issues des plates-formes de collecte des documents comptables gérés par la CNSA (ImportERRD/CA etc...).

- Systèmes d'information, ingénierie de montage financier

Par exemples :

- SI « Suivi des orientations » (SDO) - GCS SARA : apporter l'appui juridique pour sécuriser l'intervention et la réalisation des objectifs de la CNSA en coopération avec la Direction générale de la santé (DGS).
- Études juridiques sur la convergence des SI PA/PH et la mise en place d'un SI « Autonomie »

Article 11. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

11.1. Election de domicile

Tous les documents relatifs au présent accord-cadre, destinés au Titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur l'acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le Titulaire en avertit la CNSA par lettre recommandée avec avis de réception postal.

11.2. Lieux d'exécution

Les prestations sont réalisées dans les locaux du Titulaire ou de la CNSA.

11.3. Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations débute à compter de la réception du courriel de demande émis par la CNSA. Ce courriel précise les impératifs liés à la mission ou les contraintes calendaires imposées. Le titulaire est tenu de respecter ces délais.

Pour les prestations d'assistance juridique :

- le délai d'exécution est dit « normal », au-delà de 3 jours.
- le délai d'exécution est dit « urgent », en-deçà de 3 jours.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG PI, le délai d'exécution de la ou des prestation(s) demandée(s), commence à courir le jour même de la réception du courriel par le Titulaire.

En dehors des cas d'urgence, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai imposé.

Pour bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le Titulaire doit signaler la cause au représentant de la CNSA l'ayant saisi en formulant une demande durant le délai initial prévu pour réaliser la prestation.

11.4. Définition des livrables attendus

D'une manière générale, le Titulaire produit des avis, notes, études, conclusions sur l'application et l'interprétation des textes juridiques ou sur la régularité juridique d'actes ou de projets produits par la CNSA. Il devra être force de propositions pour orienter la réflexion.

L'assistance juridique peut également être téléphonique sur des questions ponctuelles. Dans ce cas, il pourra être demandé par la CNSA une confirmation écrite de l'avis donné verbalement.

La réponse apportée doit être claire et répondre précisément à la question posée, comporter des préconisations permettant de corriger les éventuelles irrégularités et indiquer la procédure à suivre afin de garantir la fiabilité juridique des actes correspondants. Elle doit aussi comporter le détail des références réglementaires, jurisprudentielles et doctrinales sur lesquelles elle se fonde afin de permettre à la CNSA d'apprécier la validité juridique de l'argumentation.

Il est entendu par « réponses techniques » des prestations d'assistance juridique visant à apporter des éléments de réponse précis, concrets et documentés à une question circonscrite. Il est entendu par « Rédaction ou validation de documents ou clauses » des prestations d'assistance visant soit à valider tout ou partie d'un dossier de consultation, document type, autre acte ou autre document établi par la CNSA soit à rédiger tout ou partie d'un contrat, acte ou autre document, ce dans une optique de sécurisation juridique. Est entendu enfin par « consultations » des prestations juridiques visant à l'étude d'ensemble d'une question large.

S'agissant des réponses techniques comme des consultations, et dans tous les cas où la réponse juridique n'est pas certaine, le Titulaire donne de façon argumentée son avis sur l'état du droit le plus probable et la position à adopter par la CNSA. Les réponses techniques et consultations sont également centrées sur l'analyse des risques encourus. Le cas échéant, elles attirent l'attention de la CNSA sur des problématiques connexes non identifiées dans la saisine.

Sur demande de la CNSA, le Titulaire participe à des réunions internes ou associant des partenaires extérieurs, pour soit présenter le résultat d'une prestation commandée au titre de l'accord-cadre, soit participer ou aider à l'analyse et au montage d'un dossier, aux éventuelles négociations.

11.5. Condition d'exécution de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG PI, les prestations sont exécutées par le Titulaire, avocat nommément désigné.

Elles peuvent ponctuellement être déléguées à un associé ou un collaborateur, sous réserve que le Titulaire en informe la CNSA et obtienne son accord préalable.

11.6. Opérations de vérifications et décisions après vérifications

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG PI.

Suite aux vérifications, la décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet est prise par la CNSA dans les conditions prévues à l'article à l'article 29 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG PI, en cas d'erreur sur la livraison imputable au titulaire, celui-ci doit effectuer une nouvelle livraison dans les 5 jours calendaires à compter de la décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

11.7. Obligations de la CNSA

La CNSA met à disposition du Titulaire l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation des prestations. En cas de retard dans la communication des documents et des renseignements nécessaires à l'exécution de la commande, le délai d'exécution est prolongé d'une durée égale à ce retard.

La CNSA facilite autant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le Titulaire peut nécessiter.

11.8. Obligations diverses

Le titulaire du lot travaille en lien avec les juristes de la CNSA ou autres tiers, qu'il est tenu d'informer fidèlement sur le suivi des dossiers et sur la conduite stratégique à tenir pour la défense des intérêts juridique et politique de la CNSA.

Il offre à cet effet une importante disponibilité téléphonique, par le biais d'un numéro de téléphone non surtaxé, et développe ces échanges oraux à la demande de la CNSA par des notes écrites exhaustives et argumentées, transmises par tout moyen.

Les études juridiques exécutées par le Titulaire dans le cadre de sa mission d'assistance juridique, doivent avoir fait l'objet de recherches exhaustives et actualisées, viser les textes législatifs et réglementaires en vigueur, et être étayés de jurisprudence et de doctrine. Chaque étude ou question pourra donner lieu à la production d'une réponse écrite. En fonction de la question posée, l'étude produite devra déboucher sur des réponses concrètes, avec une analyse des risques éventuels, et ne sera pas limitée à l'exposé de théories juridiques.

Les questions seront transmises par écrit et adressées par message électronique.

Le Titulaire de l'accord-cadre remet ces documents dans le délai d'exécution imparti et indiqué dans le courriel.

Tout dépassement du délai fixé pour la production de la prestation pourra entraîner le prononcé de pénalités de retard dans les conditions fixées dans le présent document.

11.9. Etat des dossiers en cours

Le Titulaire de l'accord-cadre communique à la demande du secrétariat général (SG) de la CNSA sur chaque dossier une synthèse des questions traitées dans un temps donné. Cet état fera apparaître notamment le nom du dossier et le résumé de son objet.

Article 12. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Pour les trois lots :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, en cas de retard par rapport au délai fixé dans le courriel de sollicitation, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de cent (100) euros par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, en cas de retard suite à la demande de communication de document, tel ceux de l'article 25 du présent CCP, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de cent (100) euros par jour ouvré de retard suite à cette demande.

En cas d'absence ou de refus de communiquer à la CNSA annuellement les renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion prévue à l'article 25 du présent CCP, le titulaire encourt une pénalité égale à cent (100) euros par semaine ouvrée de retard à compter du jour de l'e-mail du rappel constatant l'absence de transmission des éléments.

Article 13. Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande, une clause de réexamen est prévue pour cette consultation : la CNSA se réserve le droit de pouvoir commander toutes prestations d'assistance juridique aux titulaires des trois lots de l'accord-cadre dans le cadre de tout le périmètre de compétences de leurs cabinets respectifs. Ces prestations sont commandées à partir des prix du bordereau des prix unitaires de chaque lot.

Article 14. Prix

Les lots de l'accord-cadre sont sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de :

- Lot 1 : 50 000 euros HT
- Lot 2 : 30 000 euros HT
- Lot 3 : 120 000 euros HT

Pour chaque lot, les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Le représentant de la CNSA peut demander au Titulaire l'établissement d'un devis sur la base du bordereau des prix unitaires lui permettant de se prononcer sur l'opportunité d'une commande sur un dossier déterminé, et/ou de procéder à l'engagement comptable préalable à la dépense.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de déplacement et d'hébergement éventuels), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le prix de chaque prestation sollicitée couvrira l'intégralité de la mission, mais également toutes les demandes d'informations ou d'explications complémentaires.

Les prix sont fermes les deux (2) premières années de l'accord-cadre et sont révisables pour les années suivantes, en cas de reconduction, selon la formule représentative de l'évolution du coût de la prestation suivante :

$$P(n) = P(o) \times [I(n) / I(o)]$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
- I(n) est l'indice connu à la date de reconduction
- I(o) est l'indice du mois Mo

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

L'index I utilisé est le suivant :

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 69.10 – Services de conseil et représentation juridique

La demande de révision est à l'initiative du titulaire et doit être réalisée un mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Passé ce délai, les prix ne sont plus révisables pour l'année considérée.

Pour matérialiser sa demande de révision, le titulaire adresse un bordereau des prix révisé dans lequel les indices de révision seront indiqués. La révision ne sera effective que pour les commandes passées à compter de la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Article 15. Avance

Une avance est versée au titulaire, sauf renonciation du titulaire dans l'acte d'engagement dans les conditions définies à l'article R 2191-3 à R 2191-19 du Code de la commande.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG PI, Le taux de l'avance est égal à 5 % du montant de chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € H.T. et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Ces dispositions sont applicables, le cas échéant, au sous-traitant dûment déclaré par le titulaire et accepté par la CNSA dans le respect de l'article « Sous-traitance ».

Article 16. Modalités de facturation et de paiement

16.1. Facturation

Le paiement intervient après attestation du service fait par la CNSA.

A l'occasion de chaque demande de paiement, le Titulaire présente une facture en un original, à la CNSA, correspondant aux prestations concernées.

Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- l'intitulé de l'accord-cadre
- le numéro de l'accord-cadre
- le numéro du lot concerné
- le numéro d'engagement (ou numéro de Commande) figurant sur le bon de commande
- le montant total HT et TTC de la facture,
- le taux et le montant de la TVA,
- l'identité bancaire du titulaire.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la CNSA est en mesure de recevoir les factures de ses fournisseurs par voie électronique, conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique et à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Pour ce faire, le système de facturation électronique de l'Etat est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Si le titulaire n'est pas soumis à l'obligation de dépôt de factures dématérialisées via chorus-pro, il doit envoyer sa facture uniquement au service de centralisation des factures de la CNSA, soit par courrier soit par mail : scf@cnsa.fr

Si le titulaire est concerné par l'obligation de dématérialisation des factures, les informations sont les suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CNSA en tant que destinataire de la facture : 180 092 561 00026
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SFACT
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur les bons de commande (exemple : 2025000011)

Toute facture doit être détaillée et permettre un contrôle efficace ou être accompagnée de tous les éléments permettant le contrôle.

16.2. Paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement dès lors que la CNSA a attesté le service fait.

Le paiement est effectué en euros, au compte ouvert au nom du titulaire mentionné sur l'IBAN + BIC fourni par le titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre l'ordre de paiement est le Directeur de la CNSA.

Le comptable assignataire est le directeur comptable et financier (DCF) de la CNSA.

16.3. Retard de paiement

En cas de retard dans le paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la Banque Centrale Européen (BCE) en vigueur majoré de huit points.

Aux intérêts moratoires, s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui s'élève à quarante (40) euros.

Article 17. Nantissement

Le présent accord-cadre ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire, sauf accord écrit et préalable de la CNSA.

Les créances nées ou à naître concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-63 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent accord-cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R 2191-59 à R 2191-62 du code de la commande publique est la directrice de la CNSA ou ses représentants habilités.

Article 18. Modification relative au titulaire

18.1. Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais la CNSA et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement.

18.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord

En cas de transfert de l'accord-cadre à une autre entreprise (cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le titulaire doit impérativement en informer par écrit la CNSA dans les plus brefs délais.

Suite à cette cession ou mise en location gérance, la CNSA procédera à la vérification que la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire l'ensemble des documents listés aux articles L 2141-1 à L 2141-6 du code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, le changement de titulaire fera l'objet d'un acte de modification constatant le transfert de l'accord-cadre en cours au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter l'accord-cadre, la CNSA procédera à la résiliation de l'accord-cadre.

Article 19. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à déclarer pour acceptation tout sous-traitant et pour agrément de ses conditions de paiement selon les conditions définies aux articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Les régimes de paiement du sous-traitant, du versement de l'avance et de la cession/nantissement de créances du sous-traitant sont soumis aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Article 20. Résiliation et exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, la décision de résiliation prise sur le fondement d'un motif d'intérêt général pourra donner lieu au versement d'une indemnité fixée au vu des éléments justificatifs présentés par le titulaire.

Les conditions, les modalités et les effets de la résiliation sont ceux prévus par le Chapitre 7 du CCAG PI.

En sus des dispositions prévues par le Chapitre 7 du CCAG PI, la CNSA s'accorde la possibilité de résilier l'accord-cadre si le titulaire ne communique pas les justificatifs, conformément à l'article ci-après du présent CCP.

Conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG PI, la CNSA peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Article 21. Obligations fiscales et sociales

Le titulaire s'engage à produire, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du présent accord-cadre :

Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six (6) mois,

- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire l'attestation de fourniture de déclarations sociales et l'attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale.
- Lorsque l'immatriculation de l'entreprise (attributaire ou titulaire) au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) un extrait K ou Kbis,
 - b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
 - c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle mentionnant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
 - d) pour les personnes en cours d'inscription, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.
- Lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1, L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 du Code du travail.

En cas de non-communication des justificatifs visés ci-dessus, la CNSA se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de l'accord-cadre jusqu'à la fourniture des justificatifs concernés.

Après mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit. Le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail, des pénalités pourront être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail. Le montant des pénalités est, au plus égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

En outre, conformément à l'article L. 8222-6 susvisé, la CNSA informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8224-5, sera dans l'obligation d'enjoindre au titulaire de faire cesser cette situation.

Article 22. Marchés pour des prestations similaires avec le titulaire

Conformément aux dispositions de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, la CNSA pourra, dans le respect des conditions prévues par le texte précité, conclure avec le titulaire un nouveau marché, suivant une procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour des prestations similaires.

Article 23. Assurance

Le titulaire devra remettre dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre, une attestation d'assurance justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CNSA et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Article 24. Règlement des litiges - Loi applicable

Il est possible de faire appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable pour résoudre les éventuels différends ou litiges relatifs au présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles R 2197-1 à R 2197-25 du code de la commande publique.

Les difficultés relatives à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Paris.

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française.

Article 25. Clauses environnementales et sociales

Le titulaire veillera dans le cadre de sa mission à optimiser ses déplacements dans un objectif de réduction de leur impact environnemental.

Le titulaire veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, notamment en limitant l'impact de ses activités sur l'environnement tel que, par exemple, la mise en place d'une politique managériale en matière de développement durable, l'envoi numérique des documents et la limitation des impressions de documents à celles qui sont strictement nécessaires.

Le titulaire veillera, pour l'exécution de l'accord-cadre, à intégrer une action d'insertion professionnelle visant à promouvoir l'emploi de personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi.

Concernant l'action d'insertion, le titulaire produit tous les ans, à la date anniversaire du marché, tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action : le(s) profil(s) des personnes concernée(s) ; la date d'embauche, le nombre d'heures réalisées, le type de contrat, le poste occupé.

Le non-respect de ces obligations ou l'absence de remise des renseignements visés ci-dessus entraîne l'application d'une pénalité telle que prévue à l'article 12.2.2 du CCAP du marché.